

Nous continuons la mobilisation pour le RETRAIT

Communiqué du 02/02/2017

Le 1^{er} février, des centaines de délégations d'écoles, d'établissements se sont rendues dans les rectorats, les inspections académiques et au ministère à l'appel national des syndicats FO, CGT et SUD pour le retrait du projet d'évaluation des enseignants : près de 400 à Paris, plus de 100 à Lyon, près d'une centaine à Amiens, ce sont des milliers de personnels mobilisés à travers toute la France, à Metz, Nantes, Le Puy, Clermont, Lille, Toulon, Albi, Besançon, Nancy... tous porteurs des motions adoptées à la très large majorité des personnels de leurs établissements et écoles. Dans tous les rectorats et IA, des délégations ont été reçues.

La ministre n'a pas répondu à la demande d'audience des organisations syndicales, à qui il a été refusé l'accès au ministère. Devant l'insistance des manifestants, le conseiller social a été envoyé pour récupérer les pétitions et motions venues de tout le pays. A l'issue du rassemblement parisien, FO, la CGT, SUD et le SNES Créteil ont pris la parole pour appeler à poursuivre le combat pour le retrait du projet sur l'évaluation.

Le conseiller

social de la

ministre,

les recteurs et

DASEN ont

réceptionné les

milliers de

signatures pour le

retrait

Le 1^{er} février est une étape de la mobilisation. Force Ouvrière appelle les personnels à se réunir à nouveau en heures d'information syndicale et en assemblées générales pour réaffirmer la revendication et amplifier les prises de position en direction de la ministre : son projet ne doit pas voir le jour !

Les personnels n'entendent rien lâcher : ils veulent des créations de postes, le respect de leurs statuts. Et après des années de gel du point d'indice, de baisse de salaire, ils veulent une véritable augmentation de salaire !

Election présidentielle ou pas, il n'y aura pas de trêve pour les revendications.

Le 7 mars les fédérations FO, CGT et SUD de la santé et des territoriaux appellent à la grève et à la manifestation pour l'abandon de la loi Touraine et des Groupements Hospitaliers de Territoires. Le 7 mars, ce n'est pas seulement la défense de l'hôpital. Tous les fonctionnaires sont concernés. La valeur du point d'indice est bloquée, les postes manquent, les services et les établissements sont asphyxiés, les statuts sont attaqués : les personnels n'en peuvent plus. Il n'y a pas d'autre issue que le rapport de force pour faire cesser cette politique.

La FNEC FP-FO appelle les personnels de l'enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle à se mettre en grève le 7 mars et à s'associer aux manifestations.

